

La défense tortueuse d'Obama pour les assassinats arbitraires

Dans son discours d'hier 23 avril à l'Université de la défense nationale à Washington DC, le président américain Barack Obama a présenté une justification tortueuse des assassinats extrajudiciaires, admettant pour la première fois en public le meurtre d'Anwar al-Awlaki, citoyen américain, en septembre 2011.

Les remarques d'Obama étaient caractérisées par une contradiction fondamentale. Il cherchait à défendre les assassinats par drone, tout en admettant fondamentalement leur illégalité et l'illégalité de la plupart de ce que le gouvernement américain a fait au cours de la décennie passée.

Un ton de nervosité émanait des remarques d'un Obama sur la défensive, montrant la conscience qu'à la classe dirigeante que ce qu'elle fait n'est pas seulement illégal, mais également de plus en plus impopulaire. Ce discours a été, ce qui est significatif, interrompu à plusieurs reprises par une femme qui dénonçait la politique d'assassinats par drones du gouvernement et le maintien du centre de détention de Guantanamo.

L'admission par Obama qu'il avait ordonné le meurtre d'Awlaki fait partie d'un effort du gouvernement pour «rendre public» le programme d'assassinats, afin de l'institutionnaliser et d'en faire un élément permanent de la politique américaine.

«Les actions américaines sont légales,» a insisté Obama, en faisant référence aux assassinats extrajudiciaires. «Nous avons été attaqués le 11 septembre. En l'espace d'une semaine, le Congrès a autorisé à une majorité écrasante l'usage de la force. En suivant le droit interne et international, les États-Unis sont en guerre contre Al Quaida, les talibans, et leurs forces associées.»

Obama est bien conscient cependant que le programme d'assassinats est inconstitutionnel et illégal, et que, en tant que président, il est coupable de multiples délits qui pourraient lui valoir une procédure de destitution. Comme s'il était inquiet d'être tenu pour le seul responsable de ces actions, il a rappelé à plusieurs reprises à son audience que les dirigeants du Congrès avaient été informés de la chose à de nombreuses reprises.

«Après avoir pris mes fonctions», a dit Obama, «mon gouvernement a commencé à informer les comités du Congrès appropriés de toutes les frappes aériennes en dehors de l'Irak et de l'Afghanistan. Laissez-moi répéter: non seulement le Congrès a autorisé l'usage de la force, il est informé de toutes les frappes faites par l'Amérique, toutes les frappes. Cela comprend le cas unique où nous avons ciblé un citoyen américain: Anwar Awlaki, le chef des opérations extérieures d'AQAP [Al Quaida dans la péninsule Arabe].»

Obama a dit, «pour mémoire, je ne crois pas qu'il serait constitutionnel pour le gouvernement de cibler et de tuer un citoyen américain – avec un drone ou un fusil – sans qu'il y ait eu une procédure régulière (*due process*). Ni qu'un président américain devrait déployer des drones armés sur le sol américain.»

Pourtant c'est précisément ce que le gouvernement a fait et qu'il reconnaît maintenant faire publiquement: au moins quatre citoyens américains ont été tués en violation de l'exigence constitutionnelle de la procédure régulière, garantie par le cinquième amendement. Ils n'étaient accusés d'aucun crime. Il n'y a eu aucune possibilité pour eux, pas plus que pour tous ceux qui ont été assassinés par drone, de remettre en question l'ajout de leur nom sur la «liste des exécutions» d'Obama. Le gouvernement n'a jamais présenté la moindre preuve de ses allégations contre eux devant un juge.

Dans une tentative de faire corrélér la défense de ces assassinats avec les faits, Obama choisit ses mots avec soin. Il n'a pas fait référence à la «procédure légale régulière», comme c'est écrit dans la constitution. C'est parce que le gouvernement s'appuie sur l'argument que la «procédure régulière» est constituée par les délibérations internes au pouvoir exécutif, entre le président et ses proches conseillers, et ne requiert pas l'intervention de magistrats indépendants.

La déclaration d'Obama sur l'usage de drones au-dessus du sol américain pour tuer des citoyens américains était également formulée avec soin. Il n'a pas dit que l'usage de ces drones serait inconstitutionnel, seulement que, à son avis, le président ne *devrait* pas les utiliser. Au début de l'année, Holder a déclaré que l'armée peut tuer un citoyen américain aux États-Unis même sans que cela soit illégal.

Obama est allé jusqu'à dire, «Mais quand un citoyen américain part à l'étranger pour mener une guerre contre l'Amérique et manigance activement de tuer des citoyens américains, et lorsque ni les États-Unis ni leurs partenaires ne sont en position de le capturer avant qu'il réalise son plan, sa citoyenneté ne devrait plus pouvoir lui servir de bouclier, pas plus qu'un tireur embusqué tirant sur une foule innocente ne devrait être protégé contre une équipe d'intervention spéciale de la police.»

«Voilà qui était Anwar Awlaki» a prétendu Obama, avant de faire une série d'accusations sans preuve. «Il était continuellement en train d'essayer de tuer des gens. Il a contribué à superviser le plan de 2010 pour faire exploser des bombes dans deux avions-cargos qui se rendaient aux États-Unis. Il était impliqué dans la préparation de l'explosion d'un avion transportant des passagers en 2009. Quand Farouk Abdulmutallab, le terroriste du jour de Noël, est allé au Yémen en 2009, Awlaki l'a accueilli chez lui, approuvé son opération suicide, aidé à réaliser sa vidéo qui allait être montrée après l'attaque, et ses dernières instructions étaient de faire exploser l'avion quand il serait au-dessus du sol américain.»

Rien de tout cela ne touche à l'essentiel. La Constitution exige que les accusations d'activité illégale soient prouvées devant un tribunal. Aucun tribunal n'a jamais déterminé la validité d'aucune de ces preuves, et donc le meurtre d'Awlaki était inconstitutionnel. Dans une tentative de donner une plus grande couverture légale à ses actions, Obama a ensuite suggéré que le Congrès pourrait envisager d'établir des mécanismes pour superviser les décisions du président et tenter de légaliser ce qui a été fait rétroactivement. Cela pourrait impliquer «une cour spéciale pour évaluer et autoriser les actions létales» ou un «comité de supervision indépendant au sein de l'exécutif.» Aucun des deux ne serait autre chose qu'un système de validation automatique des décisions du président.

Ces arguments étaient combinés avec un certain nombre de déclarations révélatrices sur l'état de la démocratie américaine. «De l'usage des drones à la détention des suspects de terrorisme, la décision que nous prenons définira le type de nation et de monde que nous allons laisser à nos enfants», a dit Obama. «Donc, l'Amérique est à la croisée des chemins. Nous devons définir la nature et l'ampleur de cette lutte, sinon c'est elle qui nous définira. Nous devons garder à l'esprit l'avertissement de James Madison selon lequel aucune nation ne peut préserver sa liberté au milieu de guerres continuelles.»

Obama admet ici qu'un des graves dangers qui pèsent sur ce qu'il reste de démocratie aux États-Unis ne vient pas d'Al Quaida ou du terrorisme international, mais du sein même de l'appareil d'État américain. Les actions de l'état, dont celles du gouvernement Obama en particulier, ont changé la société américaine et ont remis en question la viabilité des formes de gouvernement démocratiques.

Quand il a parlé de Guantanamo, Obama est revenu sur le même thème. Après avoir répété un appel à la fermeture des installations, qui comprend la proposition d'établir une base permettant d'accueillir les commissions militaires directement sur le sol des États-Unis, Obama a prévenu: «l'Histoire fera peser un dur jugement sur cet aspect de notre lutte contre le terrorisme et ceux d'entre nous qui ne parviendraient pas à y mettre fin. Imaginez un futur dans 10 ans ou 20 ans où les États-Unis d'Amérique détiennent toujours des gens qui n'ont été accusés d'aucun crime sur un territoire qui ne fait pas partie du pays [...] est-ce là ce que nous sommes? [...] est-ce cela l'Amérique que nous voulons laisser à nos enfants?»

Par ses propres actions, la réponse qu'a donnée le gouvernement Obama à ces questions est: oui.

Le discours d'Obama exprime la profonde crise de l'État américain alors qu'il effectue une rupture violente et définitive avec la démocratie de la classe dirigeante. Au moins au sein d'une section de la classe dirigeante, il y a la crainte que l'État dans son ensemble est

en danger de perdre toute légitimité aux yeux de la population des États-Unis et du monde. Cette crainte est entièrement justifiée.

Joseph Kishore

Article original, [WSWS](#), paru le 24 mai 2013

Copyright © 2013 Global Research